

RÉACTIONS. Parmi les participants à l'assemblée générale de la FDSEA, le 7 mai à Pithiviers-le-Vieil, nous vous proposons un florilège de réactions.

« Nous n'avons pas le même fonctionnement qu'aux États-Unis »

Une table ronde consacrée au Farm Bill américain et à sa transposition éventuelle dans la Politique agricole commune à partir de 2020 constituait le plat de résistance de l'assemblée générale de la FDSEA, le jeudi 7 mai à Pithiviers-le-Vieil (lire notre édition de la semaine précédente). Voici quelques commentaires recueillis à la fermeture des travaux :

Cédric Benoist : Si, jusqu'à maintenant, on avait suivi les États-Unis en termes de Politique agricole commune, pour la prochaine fois, cela me paraît difficile de faire un copier-coller du système assurantiel américain. En fin de compte, ce dernier n'est pas aussi formidable que cela ! (...) Aux États-Unis et en Europe, nous n'avons pas le même fonctionnement. Outre-Atlantique, il y a la planche à billets et un budget qui peut varier alors que nous sommes beaucoup plus rigides. La gestion politique américaine n'est pas du tout la même qu'en Europe.



Jean-Claude Prieur.

stockage ou bien mettre de l'intervention sur les céréales.

Benoît Vauxion, président de la Fédération du Loiret de Groupama Paris Val de Loire : C'est une partie avec trois acteurs : l'agriculteur, l'entreprise d'assurance quelle qu'elle soit, dont Groupama puisque c'est l'assureur majeur du monde agricole, et l'État. N'oublions pas que, derrière, il y va de

la production et de l'autosuffisance alimentaire ! Donc, s'il n'y a pas un engagement complet de l'État, il n'y aura pas une assurance digne de ce nom ! Toutefois, la profession doit aussi y mettre du sien et il nous faut une base la plus large possible pour que le produit soit viable. On aura un niveau de base, un socle commun. Après, ce sera de l'option en fonction des desiderata de chacun sur l'aspect purement privé.



Jean-Pierre Sueur.



Les débats ont suscité l'attention de l'auditoire.

pourront peut-être se développer chez nous mais cela restera très compliqué !

Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret : Il faut défendre l'Europe et améliorer la PAC mais sans jeter le bébé avec l'eau du bain. (...) Il y a des complexités trop grandes et je

me dois de faire entendre cela au niveau national.

Hervé Jonathan, secrétaire général de la Préfecture : La PAC est le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres ! Le gouvernement est engagé dans le combat du redressement productif de la France : le Pacte de responsabilité et le travail de simplification concernent

Jean-Claude Prieur : On a besoin de la PAC, mais dans une complémentarité entre le végétal (matière première et co-produits) et l'animal. La moitié de la production végétale est consommée par des animaux. Celle-ci a une capacité de se stocker. Par contre, la production animale est consommée immédiatement. On pourrait donc imaginer des dispositifs permettant une péréquation entre le monde du végétal et celui de l'animal : assumer du



Benoît Vauxion.

Cédric Boussin, président des Jeunes Agriculteurs : Une assemblée générale avec beaucoup de mécontentement et de colère : les agriculteurs sont outrés par la PAC 2014-2020 ! En tant que jeunes, nous espérons quand même que nous avons un avenir et que les politiques feront en sorte que nous puissions nous investir dans ce beau métier qu'est l'agriculture. (...) Le contexte américain est complètement différent du contexte européen : des choses



Hervé Jonathan.

également l'agriculture. Il faut alléger nos coûts de production vis-à-vis de nos concurrents européens. Transformons les contraintes en une force : l'apparition d'une classe moyenne dans les pays émergents a pour corollaire une exigence de qualité pour laquelle la France est bien placée ! Certes, la PAC est difficile mais il faut faire front ensemble et jouer collectif.